Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/120-participants-a-la-rencontre,1327

Vénissieux, 5 Juin 2013

120 participants à la rencontre sur l'Euro-Métropole

- Vie politique -

Date de mise en ligne : jeudi 6 juin 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Un succès citoyen qui tranche dans le ronron technocratique de la préparation anticipée de la création de la métropole. Les contacts nombreux dans toute l'agglomération montrent que les questions émergent sur le sens, les conséquences, les enjeux de cette euro-métropole, l'idée qu'il faut à minima un report, plus encore, qu'une telle "métamorphose" nécessite une consultation citoyenne commence à se faire entendre.

La discussion a fait émerger des propositions d'actions qui sont mises en débat de manière ouverte pour tous les élus, toutes les forces politiques et syndicales, toutes les associations.

- **rédiger et diffuser massivement un 4 pages d'information citoyen dans l'agglomération**
- **faire signer la pétition pour un référendum local**
- **rassemblement le 24 Juin pour le prochain conseil de communauté**
- **rassemblement national le 15 Juillet à Paris pour le vote au parlement**

La création d'un collectif large pour ce référendum serait une bonne chose.



Les conseillers généraux PCF qui avaient organisé cette rencontre l'ont bien sûr introduite, en se partageant la présentation, Christian FALCONNET présentant le projet d'euro-métropole et Marie-Christine BURRICAND la position exprimée au conseil général par les deux élus.

Ensuite, les trois invités ont successivement présenté trois aspects des réformes de cet acte III de la décentralisation qui contient ce projet d'euro-métropole Lyonnaise.

- Pierre BELL-LLOCH conseiller général PCF du Val de Marne, expliquera l'enjeu d'un département, structure de

Copyright © Le Vénissian

proximité mettant en oeuvre les politiques de solidarité nationale. Bien sûr, beaucoup des exemples qu'il prendra et dont certains feront réagir la salle sont ceux d'une politique sociale affirmée dans un département à majorité communiste. Mais il montrera bien que c'est la relation directe entre le conseiller général et le terrain qui pousse aussi la possibilité de mise en oeuvre d'une telle politique. Le dossier le plus frappant est ce grand métro périphérique de Paris, porté pendant des années par des luttes citoyennes animées notamment par le département du Val de Marne, et donc le président de région disait "c'est du rêve"... Un rêve devenu finalement un programme validé dernièrement par l'état et dont la mise en oeuvre va commencer... Il nous confirme aussi que la suppression des départements n'est pas une spécificité Lyonnaise, qui serait une conséquence d'une réalité géographique particulière. Dans la région parisienne aussi, certains veulent les supprimer !

- Danièle GOUSSOT militante du M'PEP fortement engagée dans la référendum Alsacien pour le NON à la refonte des collectivités locales concoctées par la droite et le parti socialiste dans cette région. Elle montrera qu'il s'agissait en fait d'une remise en cause du cadre national, dont les départements assurent justement la réalité de proximité partout en France. Le projet de "région Alsace" était en fait un projet transfrontalier débordant sur la Suisse et l'Allemagne, une "euro-région" poussée par Bruxelles pour permettre à l'Allemagne de venir chercher les travailleurs dont elle manque. Un seul exemple révélateur. La région due Bade-Wutemberg allemande prévoit d'accueillir 30 000 apprentis Alsacien, et finance un programme bilingue pour les établissements scolaires en Alsace. Bien sûr, le travail en Allemagne se fait aux conditions allemandes... pour les immigrés, avec la multiplication des "jobs" à bas prix..., la précarité totale du travail... Son intervention sera complétée par Une deuxième intervenante du M'PEP qui complètera par l'enjeu justement des lois sur les langues régionales d'un coté et l'anglais de l'autre pour contribuer encore à défaire le cadre national.

- Enfin Eric HOURS secrétaire régional CGT des services publics, apportera un éclairage dynamique et lui aussi plein d'expériences militantes sur les conséquences des réformes pour l'emploi public, et les services publics eux-mêmes... Il participe à de nombreuses rencontres au niveau nationale avec la ministre Lebranchu, au niveau régional avec les présidents d'agglomération et leurs directeurs généraux, et il peut témoigner du fonds de leurs objectifs, mettre en cause les communes et permettre la réduction de l'emploi public ! Il citera de nombreux exemples ou la réorganisation administrative a précédé la fermeture de services publics, le cas des hôpitaux Lyonnais étant révélateur depuis le plan Noir des années 80. L'enjeu de cette euro-métropole pour les services sociaux est pour lui, un des plus importants de ces réformes. Ce sont des centaines d'emplois publics et des milliers de familles et personnes qui ont besoin des services sociaux qui sont menacés.

Après ces trois interventions introductives, Michèle Picard fera part de son expérience de maire face à la technocratie métropolitaine qui organise une véritable dépossession des responsables politiques placés devant le fait accompli. Puis Guy FISCHER fera le point sur la bataille au Sénat en soulignant le lien entre toutes les réformes mises en oeuvre cette année par le gouvernement, sur le droit du travail avec l'ANI, les collectivités locales et cet automne la retraite.

Copyright © Le Vénissian



La discussion sera longue et il faudra l'interrompre à 8h30, mais la première question sera révélatrice du déficit démocratique de ce projet de loi. Un Vénissian qui avait été intéressé par le sujet en découvrant le journal des communistes de Vénissieux sur le marché, interrogera "mais précisément, quelles sont les compétences qui sont concernées par cette euro-métropole. ET il faudra plusieurs intervenants pour répondre, à la fois sur le contenu précis de la loi, mais aussi pour dire qu'elle change constamment avec une dizaine de versions différentes, et des modifications encours au Sénat, avec sans doute d'autres modifications au parlement, personne ne pouvant deviner ce qui sera dans la version finale.

Mais l'essentiel de la soirée sera consacrée aux conditions de l'action pour faire reculer le gouvernement sur ce point et remettre en cause la création de cette euro-métropole. La proposition d'un référendum local est validée par tous les participants (avec d'ailleurs plus de 80 nouvelles signatures recueillies). La proposition d'une manifestation pour le prochain conseil de communauté le 24 Juin et pour le vote au parlement le 15 Juillet est en discussion. La réalisation d'un 4 pages pédagogique expliquant factuelle ment le projet et son impact local est proposé pour faire connaitre largement les faits.

A noter la présence d'élus municipaux de Vénissieux de la majorité (I Boumertit du PG qui proposera un débat au conseil municipal) et même D BenMabrouk, élu d'opposition.

Pour la section PCF de Vénissieux, une nouvelle réussite qui montre qu'on peut affirmer le rôle et la place du parti communiste dans une démarche de rassemblement ouverte à tous ceux qui veulent défendre l'intérêt général.

Copyright © Le Vénissian



Copyright © Le Vénissian